

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette partie de la thèse débute par un rappel des buts poursuivis par l'étudiant-chercheur et enchaîne avec une rétrospective des grandes lignes et des étapes marquantes de la recherche. Cela est suivi par la réponse à la question générale de la recherche et par un retour sur les autres principales conclusions, observations et propositions qui émergent de cette étude. Le tout se termine par la présentation de quelques pistes de réflexion sur le développement économique communautaire.

4.1 RETOUR SUR LA DÉMARCHE

À l'origine, le but premier de cette étude doctorale était d'ordre très pratique : outiller les personnes œuvrant dans les communautés locales, en particulier, les intervenants et les intervenantes communautaires, afin qu'ils et elles puissent modifier les relations de pouvoir des personnes appauvries sur les plans économique et social. Le DÉC, en tant qu'approche stratégique de l'intervention sociale auprès des communautés, a été choisi comme objet de cette thèse, car le DÉC semblait viser des transformations de ce genre, notamment, l'emprise des personnes et des communautés appauvries sur les ressources économiques qu'elles requièrent pour assurer leur bien-être. La décision a alors été prise d'analyser les initiatives québécoises de DÉC. Or, puisque avoir une emprise nécessite une capacité d'agir de façon autonome et puisque, dans une perspective d'intervention sociale, une telle capacité renvoie à l'exercice d'un pouvoir, l'*empowerment* — concept énonçant la façon dont les individus et les communautés s'approprient le pouvoir — a été retenu pour analyser l'objet. Une étude sur l'*empowerment* ayant révélé l'existence de différents types d'*empowerment*, une connaissance accrue des éléments et des enjeux de chaque type d'*empowerment* dans un contexte de DÉC paraissait à l'étudiant-chercheur la meilleure façon d'aider les intervenants et les intervenantes communautaires à orienter leur action. En outre, l'étudiant-chercheur considérait qu'une telle étude leur permettrait de mieux évaluer la

pertinence d'une participation aux activités et aux organisations associées au DÉC et, par la suite, d'éclairer leurs choix de modèles et d'approches de DÉC dans leur action sur la pauvreté. La question générale de la recherche visait donc à déterminer les types d'*empowerment* dans les initiatives de DÉC au Québec.

Cette démarche se voulant axée sur la pratique a nécessité paradoxalement un travail assez considérable sur le plan théorique. Relativement peu d'écrits avaient été produits ici au Québec, tant sur le DÉC que sur l'*empowerment*, au moment où cette étude a été entreprise — une situation qui perdure encore aujourd'hui. Les cadres théoriques sur le développement économique communautaire et sur l'*empowerment* présentés dans le chapitre II sont ainsi des constructions de l'étudiant-chercheur, réalisées à partir des ouvrages scientifiques sur ces sujets et teintées, involontairement mais sûrement, de son expérience personnelle. Les présentations publiques de ces cadres conceptuels, évoquées au chapitre III, leur accordent une certaine crédibilité tout comme les références dont ils font l'objet chez de plus en plus d'auteurs et auteures. Cette construction théorique a donc permis une contribution inédite au corpus scientifique sur l'*empowerment* et le développement économique communautaire avant même que le travail d'analyse des données ait débuté. Certes, la bonification constante des cadres théoriques depuis les huit dernières années, et plus particulièrement depuis l'étape d'analyse de cette recherche touchant l'*empowerment* organisationnel, fait de ces conceptualisations des outils de plus en plus pertinents pour les praticiens et les praticiennes communautaires. En fait, depuis quelques années maintenant, ces outils sont utilisés par plusieurs d'entre eux dans leur travail d'organisation communautaire, notamment les cadres théoriques de l'*empowerment*. Par exemple, dans le guide de formation et d'animation publié en l'an 2000 par Moisson Québec et le Centre de formation populaire, destiné aux intervenants et intervenantes communautaires œuvrant dans le domaine de l'aide alimentaire, la conceptualisation de l'*empowerment* individuel de l'étudiant-chercheur fait partie des fondements théoriques sur lesquels le guide s'appuie (Rheault, 2000). Également, plusieurs intervenants et intervenantes œuvrant dans d'autres sphères du service social font fréquemment appel à l'étudiant-chercheur pour réfléchir sur les manières d'intégrer ces concepts dans leur pratique, en particulier ceux et celles utilisant des méthodes de traitement

individuel ainsi que des responsables de nouveaux programmes d'intervention en lien avec la pauvreté, tel « Naître égaux — grandir en santé » .

Sur le plan théorique, des liens ont été tissés entre les conceptualisations de l'étudiant-chercheur de l'*empowerment* et du DÉC et les réflexions d'autres chercheurs et chercheuses sur la pauvreté, l'intervention auprès des communautés et l'organisation communautaire comme méthode du service social. Il s'en est dégagé un cadre conceptuel axé, d'une part, sur les différentes manifestations du DÉC au Québec et, d'autre part, sur les processus et les composantes des différents types d'*empowerment* qui, dans son ensemble, a été singulièrement pertinent pour aider à répondre à la question générale de cette thèse. Cependant, d'autres conceptualisations ont dû être ajoutées en cours de route, notamment celles de l'entrepreneuriat et de la communauté, afin de mieux comprendre certains phénomènes en émergence. Celles-ci ont été intégrées dans les sections pertinentes, soit de description, soit d'interprétation des résultats.

Sur le plan méthodologique, cette recherche exploratoire semble avoir été assez bien servie par l'utilisation de matériel secondaire, d'une part, et par la méthode d'analyse qualitative de contenu, d'autre part. Bien qu'on puisse penser que des entrevues plus pointues auraient pu produire des données plus précises et moins sujettes à interprétation, il n'est pas clair que le contenu aurait été plus riche, car l'analyse qualitative a fait émerger plusieurs thèmes qui n'avaient pas été envisagés au début de cette recherche. Par exemple, il n'avait jamais été question de capital communautaire, d'*empowerment* organisationnel ou d'entrepreneuriat social avant l'analyse des entrevues. Les pistes pour ces thèmes ont surgi d'une grande variété de questions, certaines qui peut-être n'auraient pas été posées si l'étudiant-chercheur s'était limité aux cadres conceptuels existants en début de l'analyse.

Il faut toutefois noter que l'étudiant-chercheur a été, de juin 1997 à septembre 2000, le responsable scientifique d'une recherche-action coordonnée par son collègue de la Coopérative de consultation en développement La Clé, Richard Leroux, qui visait l'évaluation de l'intervention des Cuisines Collectives des Bois-Francs sur le plan de l'*empowerment* des participantes (Leroux *et al.*, 2000). Cette étude, mentionnée vers la fin du chapitre II, s'est déroulée en même temps que se réalisaient les étapes de raffinement du cadre conceptuel,

de l'analyse des données et de l'interprétation des résultats de cette thèse. Il s'ensuit que les connaissances de l'étudiant-chercheur durant cette période ont inévitablement été nourries des informations qui surgissaient de la recherche-action avec les Cuisines. Puisque les résultats sont apparus à l'hiver 2000, ces informations n'ont donc pas directement influé sur l'analyse de cette thèse, qui s'est échelonnée du printemps 1998 à l'été 1999, ni sur l'étape de l'interprétation (été 1999). Cependant, au fur et à mesure que la collecte de données avançait, certaines d'entre elles sont apparues moins formellement, et les informations de la recherche de Leroux *et al.* ont pu influencer sur la vision de l'étudiant-chercheur, particulièrement lors du choix des unités de classification, de l'étude du matériel et de l'interprétation des résultats. Certes, puisque l'approche méthodologique de la thèse doctorale était de nature qualitative, il n'est pas vraiment question d'une contamination des connaissances mais davantage d'une bonification sur le plan de l'analyse.

Sur un autre plan, le choix de l'utilisation de matériel secondaire mérite une attention particulière. D'une part, la richesse des informations que l'étudiant-chercheur y a puisées laisse croire que des trésors intellectuels considérables dorment dans les innombrables entrevues et notes de recherche analysées qu'une seule fois dans d'autres recherches qualitatives. L'utilisation de matériel secondaire ne serait-elle pas à évaluer avant d'entreprendre de nouvelles recherches, ce qui pourrait peut-être parfois réduire les coûts de collectes de données ou la durée des études? D'autre part, pour une personne handicapée, l'utilisation de matériel secondaire a l'avantage de permettre l'adaptation de la production intellectuelle à ses capacités et handicaps physiques — dans la mesure, évidemment, où les autres ressources requises, tels des équipements spécialisés, soient également disponibles. Malgré ces avantages, il existe très peu d'ouvrages sur l'utilisation de matériel secondaire à l'intérieur d'une méthodologie de recherche qualitative. Il s'agit d'une situation qui mériterait d'être corrigée.

4.2 CONCLUSIONS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

4.2.1 TYPES D'EMPOWERMENT DANS LES INITIATIVES DE DÉC AU QUÉBEC

En réponse à la question générale de cette thèse, on peut affirmer qu'il semble exister au moins trois types d'*empowerment* — individuel, organisationnel, communautaire —, que chacun possède des caractéristiques qui lui sont propres et que le processus de chaque type est intimement lié aux deux autres⁶⁶. Les résultats de cette recherche permettent de croire en la validité de plusieurs éléments du cadre conceptuel de l'*empowerment* individuel et communautaire bien qu'ils révèlent également certaines lacunes de ces conceptualisations dans un contexte de DÉC. De façon précise, l'idée des quatre composantes du processus d'*empowerment* individuel — participation, compétences pratiques, estime de soi, conscience critique — et de leur entrelacement demeure plausible et ce, même si la dernière composante semble absente dans les initiatives de DÉC. La situation est semblable sur le plan de l'*empowerment* communautaire, car les différents éléments semblent tous présents dans les initiatives de DÉC. En fait, c'est l'apparition imprévue de ces mêmes composantes et éléments sur un autre plan, celui de l'organisation, qui renforce la crédibilité des concepts qui les unissent. L'illustration synoptique à la page 214 (figure 8) les résume assez clairement tout en proposant un concept bien connu en français : la compétence (tel qu'il est compris dans le domaine de l'éducation), comme synonyme du mot *empowerment* lorsque ce dernier désigne la capacité d'agir et non le processus pour l'atteindre.

⁶⁶ Bien qu'aucune citation n'ait fait référence au *self-empowerment*, il ne faut pas conclure que la production de ce type d'*empowerment* soit totalement absente des initiatives de DÉC. Au contraire, car plusieurs initiatives de DÉC, en particulier les corporations de développement économique communautaire (CDÉC) offrent des services de soutien aux entreprises privées en émergence sur leurs territoires et, tel qu'il est noté dans le chapitre I, le *self-empowerment* est intimement lié à l'entrepreneuriat conventionnel. Cependant, le *self-empowerment* semble davantage toucher des personnes possédant déjà une capacité d'action et non les individus *disempowered*, auxquels s'applique le processus d'*empowerment* individuel. Il s'ensuit que le *self-empowerment* ne correspond pas à la définition de l'*empowerment* retenue pour cette thèse et ne figure donc pas parmi les types d'*empowerment* identifiés dans cette étude.

Sur le plan collectif, l'analyse et l'interprétation des données permettent de penser que les organisations, déjà identifiées dans le cadre conceptuel comme foyers d'*empowerment* individuel, peuvent entreprendre elles-mêmes un cheminement analogue à ce type d'*empowerment*, désigné dans cette thèse « *empowerment* organisationnel », vis-à-vis de la communauté plus large. Il s'agit d'une hypothèse vitale pour les intervenants et les intervenantes communautaires en service social à qui incombe la tâche de mettre sur pied des organisations. D'une part, elle met en lumière la nature duale de l'organisation — communauté fonctionnelle sur le plan de l'*empowerment* individuel, système autonome sur lequel repose la compétence de la communauté plus large, c'est-à-dire l'*empowerment* communautaire —, et d'autre part, elle spécifie les deux niveaux sur lesquels l'intervention communautaire doit agir dans une perspective d'*empowerment*. Le rôle des organisations sur le plan de l'*empowerment* des individus et le cheminement que ces mêmes organisations doivent parcourir pour assurer leur propre autonomie paraissent maintenant plus explicites qu'ils ne l'étaient avant cette recherche. Les intervenants et les intervenantes communautaires disposent ainsi de plus de connaissances qu'auparavant, ce qui pourrait leur permettre d'effectuer leur travail avec une compréhension accrue des enjeux et des facteurs de réussite.

L'analyse et l'interprétation des données indiquent aussi que les initiatives de DÉC contribueraient au développement d'un sentiment d'appartenance à la communauté, ce qui renvoie à un élément clé de l'*empowerment* communautaire. Malheureusement, à l'instar de ce qui semble se produire sur le plan de l'*empowerment* individuel dans les initiatives de DÉC, l'*empowerment* communautaire engendré dans les initiatives de DÉC paraît incomplet lui aussi, car la conscience de la citoyenneté n'y est pas développée. On peut en déduire que de telles déficiences risqueraient de compromettre la capacité du DÉC — et, par conséquent, des intervenants et des intervenantes en service social qui emprunteraient cette voie — à favoriser les changements structurels qu'il préconise pour lutter contre la pauvreté, ce qui rendrait futiles tous les efforts collectifs et individuels de ses militants et de ses militantes.

Le défi de l'organisation communautaire (comme méthode en service social) apparaît encore plus imposant lorsqu'on emprunte la voie du DÉC, car les

organismes mis sur pied auront fréquemment des activités marchandes. Or l'analyse suggère que la recherche constante de rentabilité jumelée à l'impératif de répondre aux besoins engendre souvent des situations mitigées sur le plan de l'*empowerment*. Il semble également que les activités marchandes peuvent influencer sur diverses composantes des processus d'*empowerment*, notamment sur celles liées aux compétences en gestion du capital et à la reconnaissance. Il s'ensuit que l'*empowerment* communautaire doit être l'environnement à l'intérieur duquel évolue l'initiative de DÉC. Puisque les résultats indiquent que les organisations intermédiaires de DÉC semblent favoriser l'*empowerment* organisationnel de leurs membres, on peut mieux comprendre la participation fréquente d'intervenants et d'intervenantes communautaires de CLSC dans leur mise sur pied et leur soutien par la suite. En fait, les organisations intermédiaires de DÉC semblent posséder d'autres rôles que ceux relatifs aux services et à l'assistance technique car, selon l'analyse des citations, ce type d'initiative de DÉC pourrait représenter un nouveau lieu de pouvoir qui permettrait aux populations en difficulté d'agir et de prendre des décisions auxquelles elles ne participaient pas auparavant. Les organisations intermédiaires de DÉC favoriseraient ainsi le développement de certaines composantes de l'*empowerment* communautaire, particulièrement par la concertation, qui s'avère un instrument essentiel dans la production de ce type d'*empowerment*.

4.2.2 AUTRES RÉSULTATS

4.2.2.1 L'INTERVENTION SOCIALE DANS L'UNIVERS DU DÉC

Sur le plan précis du DÉC, l'analyse et l'interprétation des données ont permis de constater qu'une intervention sociale auprès des individus est bel et bien présente dans certaines initiatives de DÉC, surtout celles dont le but premier est le changement du comportement de l'individu (groupes d'entraide économique, entreprises d'insertion) ou l'amélioration des compétences personnelles (programmes autonomes de développement de l'employabilité ou de formation professionnelle). Sur le plan de la communauté, certaines organisations intermédiaires de DÉC déploient des méthodes d'organisation communautaire qui ressemblent à celles utilisées par les intervenants et les intervenantes des secteurs public et parapublic. Puisque les initiatives de DÉC

conjuguent leurs efforts sur les plans économique et social, notamment sur les registres de l'emploi et de l'économie locale, l'intervention sociale « renouvelée » sur le plan de la pauvreté semble déjà faire partie des pratiques de plusieurs initiatives de DÉC. Cependant, ce ne sont pas toutes les initiatives de DÉC qui semblent propices à l'intervention sociale, et donc le type d'initiative de DÉC peut s'avérer un facteur déterminant dans le choix de l'intervention. De plus, l'idée voulant que la production de l'*empowerment* soit intrinsèque à l'intervention dans les initiatives de DÉC n'a pas été validée par ce qui a jailli de l'analyse. En fait, sur le plan individuel, seulement certaines initiatives de DÉC semblent avoir développé une intervention s'inscrivant dans l'approche d'*empowerment*, telle qu'elle est proposée dans le cadre conceptuel de cette thèse. Ce serait le cas, notamment, des entreprises d'insertion et des groupes d'entraide économique. Il s'ensuit que les généralisations liant le DÉC et l'*empowerment* peuvent s'avérer trompeuses si elles n'incluent pas de nuances sur le type d'initiative de DÉC dont il s'agit.

La recherche effectuée pour cette thèse semble confirmer l'opinion de Simon (1994) voulant qu'une intervention sociale puisse s'inscrire dans une approche d'*empowerment* sans que l'intervenant ou l'intervenante la qualifie ainsi. En fait, là où l'intervention est présente dans les initiatives de DÉC, on trouve tous les éléments essentiels d'une approche axée sur l'*empowerment* notés au chapitre II. Malheureusement, la portée de cette intervention risque de s'avérer limitée sur le plan de l'*empowerment*, car aucune initiative de DÉC ne semble vraiment se préoccuper du développement d'une conscience critique. Il s'agit d'une lacune significative, car ce serait cette composante précise du processus d'*empowerment* individuel qui contribuerait à réparer les « ruptures » que constituent la stigmatisation et la culpabilisation des personnes appauvries.

En fait, cette faiblesse a également été signalée dans la recherche de Leroux *et al.* Sur le plan de l'intervention sociale, les résultats de leur étude (Leroux *et al.*, 2000: 70-82) suggèrent qu'une approche privilégiant la participation aux décisions et moins centrée sur la production semble davantage favoriser l'*empowerment* individuel que le contraire. L'étude semble aussi confirmer l'idée que le temps constitue un élément important du processus (continuité, ancienneté) bien que d'autres facteurs puissent aussi influencer sur la progression

(l'âge, la scolarité, la motivation). Finalement, les cuisines collectives étudiées semblent encourager une certaine capacité d'action, axée sur la participation et les compétences techniques, qui permettrait aux participantes d'accomplir des tâches pratiques ou de prendre des décisions concrètes liées aux techniques développées. Ce serait donc un *empowerment* partiel qui serait produit par l'intervention sociale dans leur cas, c'est-à-dire une capacité d'agir qui n'est pas automatiquement accompagnée d'une estime de soi affermie ou d'une conscience critique accrue. La recherche de Leroux *et al.* renforce donc l'hypothèse voulant que l'intervention sociale des initiatives de DÉC ne favorise pas nécessairement le développement d'une conscience critique. Elle met également un bémol sur les résultats de l'intervention quant à l'estime de soi. L'analyse des entrevues pour cette thèse, en fait, va un peu dans la même direction et propose, par surcroît, le travail rémunéré et la participation à la société de consommation comme facteurs structurants de l'estime de soi. Bref, le fait de se regrouper, de collaborer autour d'intérêts communs et de mettre en valeur des compétences ou des habiletés techniques n'aurait pas forcément un effet positif sur l'estime de soi des personnes concernées.

Il s'ensuit que l'intervention sociale, de façon générale et dans la mesure où elle vise l'*empowerment* sur tous les plans, doit comporter des volets précis de renforcement de l'estime de soi et de développement de la conscience critique. Or le commentaire suivant peut aider à saisir comment s'articule l'intervention sociale dans un groupe d'entraide économique, et, peut-être même, dans d'autres initiatives de DÉC :

L'intervention, comprise ici comme une action formelle et ciblée visant un changement (de comportement, de situation, etc.), est relativement absente dans les Cuisines Collectives des Bois-Francis. Leur conception de l'intervention, comme ce semble être le cas dans la plupart des cuisines collectives et dans de nombreuses organisations communautaires québécoises, est basée sur la dynamique du groupe : les participantes cheminent sur le plan de l'*empowerment* par l'interaction entre elles. (*ibid.*: 5)

En fait, le souci de ne pas vouloir restreindre l'autonomie et la liberté d'action des individus engagés dans une démarche d'*empowerment*, en structurant la progression ou en imposant (même involontairement) des buts que les personnes n'auraient pas elles-mêmes déterminés, peut avoir l'effet pervers de

ne pas produire tous les résultats souhaités sur le plan de l'*empowerment* individuel. Ceci est d'autant plus important dans une initiative de DÉC, compte tenu de l'ampleur des connaissances et habiletés que requiert la complexité de la démarche individuelle et collective d'entrepreneuriat social. Il s'ensuit qu'un programme de formation en service social spécifiquement voué à l'intervention sociale dans un contexte de DÉC pourrait aider à soutenir les efforts des intervenants et des intervenantes déjà engagés sur ce terrain et, donc, accroître la portée de l'action du service social en lien avec la pauvreté. Bien qu'elle soit innovatrice, de bonne foi et même, peut-être, entrepreneuriale, la seule expérimentation d'une intervention sociale renouvelée en fonction de la configuration actuelle de la pauvreté paraît nettement insuffisante.

4.2.2.2 L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL

Les résultats de cette thèse permettent de formuler une proposition voulant qu'il puisse exister un type d'entrepreneuriat propre aux entreprises à caractère social, désigné « entrepreneuriat social » dans la présente recherche, qui se trouverait dans de nombreuses initiatives de DÉC. Cette idée a été scrutée assez en profondeur au chapitre précédent et le traitement a même permis l'élaboration d'un portrait passablement étoffé des caractéristiques de l'entrepreneuriat social (tableau 16). En vérité, c'est peut-être à l'intérieur de ce phénomène que repose une des composantes indispensables de l'intervention sociale renouvelée, car la mise en œuvre des attitudes, capacités et qualités de l'entrepreneuriat dans la création et la gestion d'organisations visant de façon concomitante des objectifs économiques et sociaux apparaît comme étant fondamentale dans une perspective de lutte contre la pauvreté.

De plus, si ces organisations sont sous la gouverne démocratique de leurs membres et dans la mesure, bien sûr, où l'*empowerment* des individus et des communautés concernés soit visé et non le simple transfert de la richesse ou l'augmentation des services locaux, il serait possible d'avancer une deuxième proposition. En fait, tout porterait à croire qu'il puisse exister un autre type d'*empowerment* que l'on pourrait nommer « *empowerment* entrepreneurial social » et qui serait produit par l'hybridation de l'*empowerment* individuel et de l'entrepreneuriat social. Cette dernière proposition constituerait une piste

de recherche capitale car, si l'entrepreneuriat ne peut pas se conjuguer simultanément avec l'*empowerment*, la mise sur pied des initiatives de DÉC et leur gestion par la suite demeureront l'apanage de personnes déjà *empowered*. Sur le plan économique, l'*empowerment* des individus et des communautés appauvris risquerait donc d'être illusoire car, comme en font foi les discussions sur le mariage des objectifs économiques et sociaux dans une économie de marché et sur la gestion du capital pour atteindre des buts sociaux, l'emprise sur les ressources économiques requiert à la fois des qualités entrepreneuriales et une capacité d'action autonome, bref, des individus et des communautés *empowered* qui sont également des entrepreneurs.

Or, parmi ces qualités entrepreneuriales figure l'aptitude à prendre des risques et à en assumer les conséquences. À bien y penser, cette qualité ne serait-elle pas la manifestation la plus explicite de l'*empowerment*, comme le suggère d'une certaine façon Breton (dans Papineau et Kiely, 1994: 10)? Dans une perspective d'*empowerment*, la réussite ne serait-elle pas liée au fait que le processus procure aux gens quelque chose qu'ils peuvent perdre? Il ne s'agit pas ici de voir l'*empowerment* comme une sorte de *gambling* mais plutôt d'entrevoir le passage de la décision à l'action comme nécessitant une dimension de risque calculé — qu'on appelle « investir » dans le champ de l'économie et qui se trouve comme enjeu principal du développement. Une décision où l'on ne risque rien témoigne-t-elle vraiment l'exercice d'un pouvoir? Et pas n'importe quel « investissement » : ne faut-il pas risquer *son* propre capital pour passer de l'état de *disempowered* à celui d'*empowered*? Dans une telle perspective, on a l'impression qu'un travail social qui cherche à *réduire* les risques — comme c'est souvent le cas — ne peut qu'échouer dans une perspective d'*empowerment*.

4.3 PISTES DE RÉFLEXION

C'est lorsqu'il se veut — et comme c'est le cas dans sa mouture progressiste — un outil dans le développement d'une économie d'un autre type, soit une économie plus juste, plus équitable, plus démocratique, plus solidaire, que le DÉC prend tout son sens. En fait, le DÉC peut être compris, d'une certaine façon, comme une stratégie de changement social, car il semble ouvrir la voie à de nouvelles façons de concevoir la production, la consommation et la

gouvernance locale. En effet, à partir du 19^e siècle, l'industrialisation s'est progressivement imposée au Québec comme réponse aux besoins sociaux collectifs croissants en favorisant, dans la première moitié du 20^e siècle, une consommation de masse et une production correspondante. L'efficacité de ce système reposait sur une division taylorienne des tâches et sur une main-d'œuvre grandissante capable de les assumer. Durant cette même période, les milieux urbains se sont développés en concomitance avec les industries afin de répondre aux besoins de la main-d'œuvre de ces dernières par la proximité géographique et la promiscuité physique. L'anachronisme de ces deux phénomènes est maintenant bien connu : l'ère postindustrielle a de moins en moins besoin de main-d'œuvre, et l'urbanisation a généré des problèmes sociaux en même temps qu'elle a entraîné une détérioration de la qualité de vie. Un changement s'impose. Or, sans renier la société de consommation en tant que telle, le DÉC propose des modèles de développement suggérant une plus grande prise à la fois sur les moyens de production et sur le travail lui-même. Par exemple, les tenants du DÉC prônent la mise en place d'entreprises et de dispositifs économiques de petite et de moyenne taille afin de favoriser la maîtrise locale et le développement du côté « social » de ces entreprises et de dispositifs :

Oui, ça prend des projets plus humains, ça prend une économie plus humaine à développer, que ce soit local ou au niveau d'une communauté ou d'un petit groupe. Le « *small is beautiful* » qu'on étudie à l'international, ça « clique » ici. C'est que les petits projets qui sont à fonds économique, en premier lieu, ne doivent pas perdre leur fonds humain aussi. Si on le perd, on se retrouve encore dans la même problématique... (cadre d'un regroupement de groupes d'entraide économique : 17, #1540)

Également, le DÉC tente de transformer les villes en agglomérations de communautés, dans lesquelles chaque quartier renoue avec l'esprit d'entraide et le sentiment d'appartenance associés aux petites villes et aux villages et, par conséquent, développe des pans importants du capital communautaire. Bref, le DÉC ne propose pas l'abolition des industries ou des milieux urbains; il vise plutôt la transformation de ceux-ci en mécanismes pour assurer le bien-être de tous les membres de la communauté et dans lesquels ces derniers peuvent participer aux décisions qui les concernent. Or on peut croire que c'est par les expériences concrètes de l'entrepreneuriat social que le DÉC réussira ces

transformations et, ce faisant, changera peut-être la nature même des entreprises. Comme le souligne le cadre d'une entreprise d'insertion :

Il y a peut-être, dans l'expérience actuelle de [notre organisation], un hybride d'entreprise qui est en train de se créer ou une nouvelle définition ou une nouvelle forme de structure d'entreprise qui est à mi-chemin entre s'occuper de son monde et s'occuper de son quartier. S'occuper de la microsociété dans laquelle l'entreprise évolue tout en disant qu'on crée du travail réel et on rend un service réel, soit par la création de biens ou de services. Ça pourrait être des entreprises d'insertion de services, je ne vois pas pourquoi pas, qui ont un rôle actif sur le marché, sur l'aspect économique des choses. (10, #0815)

Le DÉC fait aussi figure de stratégie postmoderne dans sa manière de concevoir le développement, laquelle se traduit par la création de nouveaux lieux de pouvoir, par l'adoption d'une nouvelle approche entrepreneuriale et par l'élargissement des formes de capital à exploiter. C'est, en effet, sur ces plans que l'apport du DÉC dans la lutte contre la pauvreté apparaît le plus prometteur. Toutes les personnes du service social engagées sur ce front, tant du côté profession que du côté discipline, n'auraient-elles pas intérêt à le saisir dans tout son sens en raison du rôle primordial qu'elles jouent?

De leur côté, les intervenants et les intervenantes de DÉC risquent de rater leur coup sans une intervention plus musclée dans le développement de la conscience critique et d'un sens aigu de la citoyenneté chez les membres de leurs communautés. Pourquoi ce n'est pas une priorité demeure un mystère : cette étude doctorale n'a pu répondre à cette interrogation, qui devient une autre piste de recherche. Peut-être que les intervenants et les intervenantes en DÉC sont déjà assez occupés avec le double mandat que leur impose la nature de leurs organismes. Il faut admettre que leur défi est très grand, car il faut que ces praticiens et praticiennes soient à l'aise dans les deux mondes du social et de l'économique et qu'ils s'approprient les deux discours. Ceci fait en sorte que les compétences techniques requises sont également doubles, les personnes devant être au fait des méthodes à la fois de l'intervention sociale et de celles des affaires. Sur le plan du DÉC, la capacité d'action semble passer à un niveau de complexité et de raffinement peu exploré dans les textes sur l'*empowerment* et même dans ceux du DÉC lui-même. De plus, n'importe quelle intervention communautaire visant l'*empowerment* doit surmonter

plusieurs obstacles, tels ceux identifiés par Barr (1995: 124-128) : a) la nature structurelle de la pauvreté et de l'exclusion; b) les multiples sortes d'exclusion et d'oppression touchant les populations sans pouvoir; c) les enjeux variables selon les territoires; d) l'*empowerment* limité des intervenants et intervenantes ainsi que de leurs organismes, leurs attitudes face au pouvoir et à son partage ainsi que leurs intérêts et buts dans leur soutien de l'*empowerment*; et e) les différents types de lieux de pouvoir dans une communauté. L'élaboration du cadre conceptuel de cette recherche, l'analyse des entrevues et l'expérience personnelle de l'étudiant-chercheur confirment cette analyse. Ainsi, la tâche demandée aux intervenants et aux intervenantes vient, hélas! encore d'augmenter. Or, obstacles ou non, Miller (1991: 5) croit que l'*empowerment* devrait être un objectif explicite de chaque projet de développement, sinon, on court le risque de pallier les problèmes au lieu de changer la situation. Ici aussi, cette thèse vient appuyer ce point de vue, car elle démontre que c'est le même risque que courent les initiatives de DÉC si elles n'accentuent pas davantage les aspects intangibles du capital communautaire.

Il appert donc indispensable que les intervenants et les intervenantes en service social participent au renforcement de l'idée que le développement n'est pas limité à l'économie de la communauté mais également et même surtout à l'accroissement de son capital communautaire, de l'entrepreneuriat social dans ses rangs et de l'*empowerment* du plus grand nombre de personnes. En fait, cette recherche doctorale permet de croire que ce capital, cet entrepreneuriat et cet *empowerment* peuvent servir à la construction d'une nouvelle société dont l'économie sera fondée sur la réciprocité et la solidarité, et où la pauvreté et l'exclusion ne seront que de tristes souvenirs. Voilà pourquoi la connaissance des types et des processus d'*empowerment* s'avère primordiale pour tous ceux et celles qui veulent en finir avec l'appauvrissement.